

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets

Nevers, le 16 février 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2022

Contexte et constats

Publié sur 

EQIOM GRANULATS

Les Rondes

58160 CHEVENON

Références : 220137

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2022 dans l'établissement EQIOM GRANULATS implanté Les Rondes 58160 CHEVENON. L'inspection a été annoncée le 09/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM GRANULATS
- Les Rondes 58160 CHEVENON
- Code AIOT dans GUN : 0005400357
- Régime : A
- Statut Seveso : Non Seveso

Régulièrement autorisée depuis 1990, la carrière de Chevenon exploite en rive gauche des sables et graviers alluvionnaires de la Loire de très bonne qualité, destinés à un usage noble (sables industriels et béton prêt à l'emploi). L'autorisation a été renouvelée en 2020 pour une durée de 30 ans. Le site de Chevenon ne concerne que l'extraction de granulats, lesquels sont orientés par bande transporteuse vers le site de Saint-Éloi, où se situent les installations de traitement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'installation est apparue bien entretenue. Les installations ne comprennent que le strict nécessaire à l'exploitation et le confort du dragueur, seul employé présent en permanence pendant les heures d'exploitation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Registre des terres excavées	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7	/	
Registre	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.4.6.2	/	
Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 8.5.2	/	
Auto-surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 9.2.4	/	
Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 9.4.1	/	
Bornage	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.3.2	/	
Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.3.3	/	
Réserves de produits ou matières consommables	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.7.1	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.11	/	
Suivis écologiques	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 3.1.1.4	/	
Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 5.3.5	/	
Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 7.2.2	/	
Fréquence et modalités de l'auto-surveillance	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 9.2.2.2	/	
Eaux usées domestiques	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 5.3.2	/	
Matériaux extraits, quantités autorisées et capacité de production	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 1.2.3	/	
Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article Chapitre 1.5	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Lutte contre les espèces exotiques envahissantes	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 3.1.1.5	/	
Réseau de surveillance	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 9.2.2.1	/	
Stockage des matériaux	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.4.5.3	/	
Kit de première intervention	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 8.4.3	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien géré. Quelques points d'amélioration ont été soulignés lors de l'inspection. Deux points de vigilance sont retenus quant à l'accès au site en dehors des heures d'exploitation et la mesure de bruit.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Registre des terres excavées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7

Prescription contrôlée :

Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et sédiments tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments sortants.

Le registre contient au moins, pour chaque lot, les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie :

- la date de l'expédition des terres excavées et sédiments ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;

- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;

- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;

- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;

- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;

- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge les terres excavées et sédiments, et, s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant la destination des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés ;

- l'adresse de destination lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;

- le code du traitement qui va être opéré par la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchets, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

<p>Constats : L'exploitant n'a pas de registre des terres excavées, le service juridique d'EQIOM sera consulté sur ce point.</p> <p>Conformément à la note du ministère du 27/01/2022, un délai de tolérance est accordé pour le 1er semestre 2022.</p>
<p>Observations : Ce point devra être éclairci d'ici le 30 juin 2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

Nom du point de contrôle : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.11</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir, tenir à jour et tenir à la disposition de l'inspection des installations classées, sur le site, un dossier comportant les documents suivants : le dossier initial de demande d'autorisation, les plans tenus à jour, les preuves de dépôt de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation, les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés mais, dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.</p>
<p>Constats : Les documents sont mis à disposition de l'inspection dans des classeurs, ils ont été vérifiés par l'inspection par sondage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Nom du point de contrôle : Registre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.4.6.2</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un registre de suivi de la destination des matériaux extraits et de leur emploi. Il est renseigné mensuellement et doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce registre peut être informatisé. Il précise le nom du destinataire, l'usage prévu, la date de l'enlèvement, le type et la quantité de matériaux extraite, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux et, s'il y a lieu, le nom de la société extérieure réalisant le transport. Un bon de sortie, dûment complété et signé par la personne en charge du registre, est joint à celui-ci.</p>
<p>Constats : Le registre est présenté à l'inspection, il est généré avec les logiciels SAP et Phoenix, relié au pont bascule. Sur le registre final, il manque le nom du transporteur qui figure pourtant dans les données brutes avant formalisation du registre, toutes les autres données figurent bien au registre.</p> <p>Un bon de sortie complet et signé par l'exploitant a été montré à l'inspection.</p>
<p>Observations : Le nom du transporteur doit être ajouté au registre final dans un délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

Nom du point de contrôle : Suivis écologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 3.1.1.4
Prescription contrôlée : Conformément à la demande d'autorisation, des suivis écologiques et de chantiers seront réalisés sur l'emprise du projet : dans l'année suivant la notification du présent arrêté, puis tous les 3 à 5 ans, avant exploitation de zones habitées par des espèces à déplacer. Ces suivis, effectués par un expert, se concentreront notamment sur le complexe de fossés et de mares à tapis de Potamot nageant, sur la population d'Œnanthe à feuilles de peucedan et sur les différents milieux recréés dans le cadre du plan de réaménagement. Les rapports, établis par un expert en botanique et en génie écologique ainsi que par un expert en faune, seront transmis à l'Inspection des installations classées.
Constats : Le rapport de suivi écologique pour l'année 2020-2021 a été transmis à l'inspection. Ce rapport est rédigé par la LPO de la Nièvre. Parmi les observateurs, il y a quatre ornithologues, trois naturalistes et un botaniste. Les études demandées sont présentes au dossier.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : VALEUR LIMITES DE REJET

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 5.3.5
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet de ces eaux dans le milieu récepteur, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous : MES : 35 mg/l DCO : 125 mg/l HCT : 10 mg/l. Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Ces eaux doivent, par ailleurs, avoir un pH compris entre 5,6 et 8,5 et une température inférieure à 30°C. La modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la Zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt.
Constats : Les rapports d'analyses par la société Eurofins d'avril 2021 (hautes eaux) et de novembre 2021 (basses eaux) ont été envoyés à l'inspection. Les résultats n'appellent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 7.2.2
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limites de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : Période de jour allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés) = 70 dB(A) Période de nuit allant de 22 h à 7 h (ainsi que dimanches et jours fériés) = 60 dB(A)
Constats : Un rapport de la société ITGA a été fourni. Ce rapport date du 01/10/2021 pour des mesures effectuées en juin 2021. Les résultats n'appellent pas d'observation quant aux niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 8.5.2
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles, et vérifiés au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Le rapport 2021 de la vérification des extincteurs a été montré à l'inspection. Lors de la visite sur site, les extincteurs dans les bungalows ont été vérifiés par l'inspection, ils n'appellent pas d'observation. Un nouveau bungalow a été installé récemment, ce bungalow est muni d'un extincteur visible, accessible et vérifié en 2021 mais la plaque permettant de le repérer est manquante.
Observations : Une plaque permettant de repérer l'extincteur du bungalow des dragueurs devra être mise en place dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Fréquence et modalités de l'auto-surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 9.2.2.2
Prescription contrôlée : En chaque point du réseau de surveillance piézométrique et dans le plan d'eau résultant de l'exploitation, le niveau piézométrique est relevé tous les mois. Dès la création du deuxième plan d'eau, les mesures seront conduites simultanément sur les deux plans d'eau. Des échantillons sont prélevés tous les semestres, en période de hautes eaux et basses eaux. Si pendant une période continue de douze mois, les résultats des analyses semestrielles démontrent l'absence d'impact sur les eaux souterraines, la fréquence des prélèvements et analyses semestriels pourra devenir annuelle. Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur, accrédité ou agréé par le Ministère en charge de l'inspection des installations classées, pour les paramètres considérés. Les analyses des eaux prélevées portent sur les paramètres suivants : Température, pH, Conductivité, Turbidité, Matières en suspension totales (MEST), Demande chimique en oxygène (DCO), Demande biochimique en oxygène, calculée au bout de 5 jours (DBO ₅), Hydrocarbures totaux. Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur. L'eau prélevée doit faire l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. Un résultat commenté de ces analyses et des mesures de niveau est adressé une fois par an à l'Inspection des installations classées. Toute anomalie est signalée sans délai. Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine, par tous les moyens utiles, si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'Inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées. Une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement. Pour chaque piézomètre, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence, ...). Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.
Constats : Des mesures ont été effectuées par le laboratoire Eurofins en avril 2021 pour les hautes eaux et en novembre 2021 pour les basses eaux. Les résultats n'appellent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Auto-surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 9.2.4
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les six mois suivant la notification du présent arrêté, puis périodiquement, au minimum tous les trois ans, et dès lors que les circonstances l'exigent. Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués par référence au plan à l'annexe 6 du présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'Inspection des installations classées pourra demander.
Constats : Des mesures ont été faites en juin 2021 par la société ITGA. Les résultats de la ZER 3 ne sont pas conformes. Il a été mesuré une émergence de 6,5 dB(A) alors que l'émergence ne doit pas dépasser 6 dB(A). Le rapport stipule cependant que : "Toutefois, il est possible de noter que l'activité du site de Chevenon n'est pas audible au niveau du point de mesure. En outre, les principales sources de bruit relevées proviennent d'éléments extérieurs à l'exploitation. Il est possible de retenir : - bruit de la faune environnantes (principalement les chants des oiseaux et des insectes), - circulation sur la route D13 perceptible par intermittence. Le dépassement d'émergence peut s'expliquer vraisemblablement par des renforcements ponctuels du bruit généré par faune dans la végétation environnante."
Observations : Conformément à l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, il est possible d'effectuer les mesures de bruit tous les 3 ans. Cependant, vu le léger dépassement, l'inspection demande de refaire une mesure de bruit sous un an.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Eaux usées domestiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 5.3.2
Prescription contrôlée : Les eaux usées domestiques sont traitées par un dispositif d'assainissement conforme à la réglementation en vigueur et notamment à l'arrêté du 7 septembre 2009, modifié, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif. À défaut, elles sont dirigées vers une cuve étanche régulièrement vidangée par une entreprise spécialisée et traitées dans une installation dûment autorisée. L'exploitant doit être en mesure de justifier du traitement des eaux usées domestiques. L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets est interdit.
Constats : Il n'y a pas d'eau courante sur le site. Les employés sont fournis en eau potable en bouteille et des toilettes sèches sont installées. Par conséquent, il n'y a pas de cuve installée.
Observations : L'exploitante a indiqué qu'elle ne souhaitait pas solliciter une modification de la prescription pour autant.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Matériaux extraits, quantités autorisées et capacité de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 1.2.3
Prescription contrôlée : Le gisement à exploiter est constitué des sables et graviers de la Loire. Le volume total de matériaux autorisé à être extrait par le présent arrêté, sur la période définie au chapitre 1.4 du présent arrêté, est de 8 430 000 m ³ , soit 13 915 000 tonnes (densité matériaux extraits = 1,65). Les matériaux de découverte (470 000 m ³) et les stériles (454 500 m ³), issus du traitement des matériaux réalisés sur les installations d'EQIOM GRANULATS de SAINT-ÉLOI, seront utilisés pour le réaménagement final du site. Les quantités de matériaux à extraire moyennes et maximales sont définies dans le tableau suivant : VOIR LE TABLEAU. La hauteur moyenne du gisement à exploiter est de 8,30 m. Le gisement sera exploité jusqu'à la cote 164,8 m NGF. L'épaisseur d'extraction maximale sera de 12 m.
Constats : Les cotes NGF ont été vérifiées sur le plan topographique. Aucune cote inférieure à 164,8 m NGF n'a été observée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Distances limites et zones de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article Chapitre 1.5
Prescription contrôlée : Les bords de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance est portée à vingt-cinq mètres des limites sud du site le long de la RD 200. De plus, l'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute leur hauteur.
Constats : Vérifié sur plan et sur site, sans observation.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Suivi annuel d'exploitation - Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 9.4.1
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage, les limites du gisement exploitable, les bords de la fouille, les surfaces décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, l'emprise des infrastructures (installations de transport des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes, ..), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs y compris la bathymétrie, les berges des plans d'eau, les zones de stockage de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité, la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. Les surfaces S1, S2 et S3 (cf. chapitre 1.6) des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remises en état, en eau, ..) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Un rapport annuel d'exploitation, présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, les volumes d'eau prélevés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau, ...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation, est annexé au plan susnommé. Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1 ^{er} février à l'Inspection des installations classées. Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. Ce plan doit être réalisé par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.
Constats : Les plans des sites de Decize et de Chevenon ont été remis à l'inspection le jour de l'inspection, mis à jour en octobre 2021. Sur le plan de Chevenon, les bungalows ne sont pas indiqués correctement : deux sont manquants et un n'est pas à la bonne place. Les bornes sont bien indiquées sur le plan mais pas légendées.
Observations : Lors de la prochaine mise à jour du plan, ces éléments devront être pris en compte.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Lutte contre les espèces exotiques envahissantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 3.1.1.5
Prescription contrôlée : Toutes les précautions nécessaires sont prises au regard des espèces exotiques envahissantes (EEE), en conformité avec le Règlement (UE) du Parlement Européen et du Conseil n° 1143/2014 du 22 octobre 2014, relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes et les Règlements d'exécution de la Commission n° 2016/1141 du 13 juillet 2016 et n° 2017/1263 du 12 juillet 2017 adoptant une liste des EEE préoccupantes pour l'Union, conformément au Règlement n° 1143/2014. Le personnel de la carrière sera formé à la reconnaissance des espèces exotiques envahissantes afin, notamment, d'éviter la colonisation de la zone d'exploitation et des zones réaménagées par l'ambroisie, le robinier faux-acacia et la renouée du Japon. Lorsque des individus de ces espèces seront observés, des mesures adaptées seront prises pour les éradiquer ou limiter leur propagation, conformément aux pratiques recommandées. La lutte contre l'ambroisie sera effectuée conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2018, susvisé.
Constats : De l'ambroisie est présente sur le site. Deux fauchages par an sont effectués.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Réseau de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 9.2.2.1
Prescription contrôlée : Le réseau de piézomètres défini à l'article 2.3.6 est utilisé pour la surveillance de la nappe. Les piézomètres sont maintenus en bon état. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.
Constats : Les piézomètres sont visibles, dégagés et cadenassés. Sans observation.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.3.2
Prescription contrôlée : Le périmètre des terrains compris dans la présente autorisation sera matérialisé par des bornes placées en tous les points nécessaires à la délimitation de ces terrains. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état. L'une de ces bornes, fixe et invariable, sera nivelée par référence au nivellement général de la France (NGF).
Constats : Toutes les bornes sont nivelées et fixes. Cependant, le nouveau périmètre d'autorisation est en cours de bornage (nouveau périmètre AP 2020). Le géomètre expert mandaté pour cette tâche est en arrêt maladie mais le plan de bornage a été montré à l'inspection. Un retour du géomètre est prévu en mars 2022. Des bornes ont été observées sur site, des anciennes et des nouvelles.
Observations : Le bornage du nouveau périmètre autorisé devra être finalisé au plus vite.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.3.3
Prescription contrôlée : L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau de l'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile, maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé, En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit. Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie, ...) sont disponibles à proximité.
Constats : L'ensemble du site est clôturé. Suite à la conclusion du rapport de biodiversité de la LPO qui indiquait avoir observé des chasseurs sur le site, un cadenas et des pancartes interdisant l'accès au site ont été mis en place. Des pancartes de danger et d'interdiction d'accès au site sont bien mises en place. L'accès au site se fait via un chemin communal dont l'accès est fermé par une barrière cadénassée. Cependant, ce chemin étant communal, il n'est pas clôturé. Les barrières d'accès au site après ce chemin ne sont pas cadénassées.
Observations : Des cadenas devront être installés sur toutes les barrières permettant l'entrée sur le périmètre d'autorisation du site dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Stockage des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.4.5.3
Prescription contrôlée : Après égouttage, les matériaux extraits sont directement évacués au fur et à mesure hors de la carrière par bande transporteuse. Aucun stock de matériaux extrait n'est réalisé sur le site.
Constats : Aucun stock observé sur site. Sans observation.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Réserves de produits ou matières consommables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.71
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que des produits absorbants, des kits anti-pollution, etc.
Constats : Un bac de rétention mobile est à disposition, du papier absorbant et de la terre de diatomée également. Le papier absorbant a été récemment dégradé par les rongeurs.
Observations : Des dispositions doivent être prises pour maintenir la bonne intégrité du papier absorbant dans un délai de deux mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Kit de première intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 8.4.3
Prescription contrôlée : Un kit de première intervention est disponible sur la carrière en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.
Constats : Un plan de prévention prévoit que les engins qui pénètrent sur le site soient tous munis d'un kit de première intervention.
Type de suites proposées : Sans suite